

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ARMÉNIE	<i>Chiragov et autres</i>	Lien	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant le conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région ; absence de recours effectif.	Lien	Décision
AZERBAÏDJAN	<i>Mammadli</i> (groupe)	Lien	19/07/2018	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale (<i>Mammadli</i>) ou pour leur engagement politique et social actif (<i>Rashad Hasanov et autres</i>), en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	Lien	Décision
AZERBAÏDJAN	<i>Khadija Ismayilova</i>	Lien	10/04/2019	Violations du droit de la requérante à la vie privée et à la liberté d'expression en relation avec son travail de journaliste.	Lien	Décision
AZERBAÏDJAN	<i>Sargsyan</i>	Lien	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant le conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région ; absence de recours effectif.	Lien	Décision
BULGARIE	<i>Yordanova et autres</i> (groupe)	Lien	24/09/2012	Expulsion planifiée de personnes d'origine rom ¹ ou démolition planifiée de la maison d'autres personnes, sur la base d'une législation n'exigeant pas un examen approprié de la proportionnalité de la mesure.	Lien	Décision
CROATIE	<i>Skendžić et Krznarić</i> (groupe)	Lien	20/04/2011	Défaut d'enquête effective et indépendante sur des crimes commis au cours de la « Guerre de la Patrie » en Croatie (1991-1995).	Lien	Décision
CHYPRE	<i>Khani Kabbara</i>	Lien	05/09/2018	Mauvais traitements infligés par des policiers et absence d'enquête effective.	Lien	Décision
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	<i>D.H. et autres</i>	Lien	13/11/2007	Discrimination des requérants dans l'exercice de leur droit à l'éducation du fait de leur scolarisation dans des écoles spéciales entre 1996 et 1999, en raison de leur origine rom.	Lien	Décision
FRANCE	<i>Khan</i>	Lien	28/05/2019	Défaut de prise en charge et de protection d'un mineur étranger non accompagné étant donné ses conditions de vie sur le site de la « lande » de Calais et non-exécution de l'ordonnance du juge des enfants visant à le protéger.	Lien	Décision
GÉORGIE	<i>Tsintsabadze</i> (groupe)	Lien	18/03/2011	Défaut d'enquête effective sur des allégations d'atteintes à la vie ou de mauvais traitements ; recours excessif à la force par la police lors d'arrestations ou pendant la détention de suspects.	Lien	Décision
GRÈCE	<i>Nisiotis</i> (groupe)	Lien	20/06/2011	Surpopulation carcérale et autres mauvaises conditions de détention.	Lien	Décision
HONGRIE	<i>Gazsó</i> (groupe)	Lien	16/10/2015	Durée excessive des procédures judiciaires et absence de recours effectif à cet égard.	Lien	Décision
HONGRIE	<i>Tonello</i>	Lien	24/04/2018	Non-exécution par les autorités d'une décision judiciaire ordonnant le retour de la fille du requérant, enlevée par sa mère.	Lien	Décision
ITALIE	<i>Olivieri et autres</i> (groupe)	Lien	04/07/2016	Questions découlant de la réforme de 2012 de la loi « Pinto » ; ineffectivité de ce recours concernant la durée excessive des procédures administratives ; impossibilité de se plaindre de la durée excessive des enquêtes préliminaires dans le cadre de procédures pénales.	Lien	Décision
LITUANIE	<i>Abu Zubaydah</i>	Lien	08/10/2018	Diverses violations liées au transfert du requérant vers et de la Lituanie, à sa détention dans une prison secrète de la CIA et au régime auquel il y a été assujéti, dans le cadre d'une opération de « remise extraordinaire » ; de ce fait, le requérant est exposé à une détention arbitraire continue et à des mauvais traitements à la base navale des États-Unis à Guantanamo Bay.	Lien	Décision

¹ Les termes « Roms et Gens du voyage » utilisés au Conseil de l'Europe englobent la grande diversité des groupes concernés par les travaux du Conseil de l'Europe dans ce domaine : d'une part, a) les Roms, les Sintés/Manouches, les Calés/Gitans, les Kaalés, les Romanichels, les Béash/Rudars ; b) les Égyptiens des Balkans (Égyptiens et Ashkali) ; c) les branches orientales (Doms, Loms et Abdal) ; d'autre part, les groupes tels que les Travellers, les Yéniches et les personnes que l'on désigne par le terme administratif de « Gens du voyage » ainsi que celles qui s'auto-identifient comme Tsiganes. Ceci est une note de bas de page explicative, et non pas une définition des Roms et/ou des Gens du voyage.

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
POLOGNE	<i>Al Nashiri</i> (groupe)	Lien	16/02/2015	Diverses violations liées à la détention secrète du requérant et à une opération de « remise extraordinaire » à l'encontre du requérant. De ce fait, le requérant a été exposé à un risque sérieux de subir ultérieurement des mauvais traitements et conditions de détention contraires à l'article 3 et d'être détenu au secret. Il encourt le risque de se voir infliger la peine capitale à l'issue d'un procès devant une commission militaire des États-Unis, dans lequel, d'après l'arrêt de la Cour européenne, des preuves obtenues sous la torture pourraient être utilisées.	Lien	Décision
ROUMANIE	<i>Al Nashiri</i>	Lien	08/10/2018	Diverses violations liées à la détention secrète du requérant et à une opération de « remise extraordinaire » à l'encontre du requérant. De ce fait, le requérant a été exposé à un risque sérieux de subir ultérieurement des mauvais traitements et conditions de détention contraires à l'article 3 et d'être détenu au secret et encourt le risque de se voir infliger la peine capitale à l'issue d'un procès devant une commission militaire des États-Unis, dans lequel, d'après l'arrêt de la Cour européenne, des preuves obtenues sous la torture pourraient être utilisées.	Lien	Décision
ROUMANIE	<i>S.C. Polyinvest S.R.L. et autres</i>	Lien	29/03/2018	Non-exécution de décisions de justice ou de sentences arbitrales enjoignant à des sociétés contrôlées par l'État à payer diverses sommes aux sociétés requérantes.	Lien	Décision
ROUMANIE	<i>Rezviņš et autres</i> <i>Bragadireanu</i> (groupe)	Lien Lien	25/07/2017 06/03/2008	Surpopulation et mauvaises conditions de détention dans les prisons et dépôts de la police ; absence de recours effectif à cet égard ; insuffisance des soins médicaux et autres défaillances en matière de protection des droits des détenus.	Lien	Décision
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Géorgie (I) c. Fédération de Russie</i>	Lien	14/09/2009	Diverses violations liées à l'arrestation, la détention et l'expulsion collective de la Fédération de Russie de ressortissants géorgiens en 2006-2007.	Lien	Décision
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Khachiev et Akaieva</i> (groupe)	Lien	06/07/2005	Actions des forces de sécurité, principalement en République tchétchène (recherche des personnes portées disparues dans les affaires concernant les événements qui ont eu lieu entre 1999 et 2006).	Lien	Décision
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Volodina</i>	Lien	04/11/2019	Absence de protection contre des violences domestiques et défaut d'enquête effective.	Lien	Décision
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Zelenevy</i> <i>Pakhomova</i> <i>Yusupova</i> <i>Muruzheva</i> <i>A.B.V.</i> <i>Gubasheva and Ferzauli</i>	Lien Lien Lien Lien Lien Lien	03/01/2014 24/01/2014 20/03/2017 15/08/2018 02/01/2019 05/08/2020	Défaut d'exécution de décisions judiciaires sur la résidence (droit de garde) de mineurs.	Lien Lien Lien Lien Lien Lien	Décision
TURQUIE	<i>Opuz</i>	Lien	09/09/2009	Défaut de mesures de protection et de sanctions appropriées, conférant l'impunité aux auteurs d'actes de violence domestique et de violence contre les femmes.	Lien	Décision
TURQUIE	<i>Chypre c. Turquie</i>	Lien (satisfaction équitable)	10/05/2001 12/05/2014	14 violations en relation avec la situation dans la partie nord de Chypre.	Lien	Décision
TURQUIE	<i>Varnava et autres</i>	Lien	18/09/2009	Absence d'enquête effective sur le sort de neuf Chypriotes grecs disparus durant les opérations militaires menées par la Turquie à Chypre en 1974.	Lien	Décision
TURQUIE	<i>Kavala</i>	Lien	11/05/2020	Détention injustifiée et prolongée du requérant sans soupçon raisonnable et dans le but inavoué de le réduire au silence.	Lien	Décision
UKRAINE	<i>M.R. et D.R.</i> (groupe)	Lien	22/08/2018	Non-exécution de décision de justice en vertu de la Convention de La Haye.	Lien	Décision

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – Affaires examinées lors de la 1390^{ème} réunion (DH)

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
UKRAINE	<i>Shvets</i> (groupe)	Lien	23/07/2019	Non-exécution de décisions judiciaire octroyant un droit d'accès aux enfants des requérants.	Lien	Décision
UKRAINE	<i>Gongadze</i>	Lien	08/02/2006	Assassinat d'un journaliste et absence d'enquête effective.	Lien	Décision
UKRAINE	<i>Sukachov</i> <i>Nevmerzhitsky</i> (groupe) <i>Yakovenko</i> (groupe) <i>Logvinenko</i> (groupe) <i>Isayev</i> (groupe) <i>Melnik</i> (groupe)	Lien Lien Lien Lien Lien Lien	30/05/2020 12/10/2005 25/01/2008 14/01/2011 28/08/2009 28/06/2006	Mauvaises conditions de détention et défaut d'accès à des soins médicaux adéquats.	Lien	Décision
ROYAUME-UNI	<i>McKerr</i> (groupe)	Lien	04/05/2001	Actions des forces de sécurité en Irlande du Nord dans les années 1980 et 1990 ; défaut d'enquêtes effectives conformes à l'article 2.	Lien	Décision